

le bulletin

de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

CULTURE

DE MUSÉES ET DE TOURISME

Saviez-vous que la visite de musées et sites historiques se classe au quatrième rang des activités de loisirs les plus populaires durant les séjours touristiques des Québécois au Québec? Près de sept personnes sur dix déclarent visiter des musées et lieux d'interprétation lorsqu'elles voyagent. Portrait de l'achalandage dans les institutions muséales de la région.

L'Abitibi-Témiscamingue compte 22 institutions muséales dont 3 musées, 14 lieux d'interprétation et 5 centres d'exposition. Ces derniers reçoivent, annuellement, plus de 137 000 visiteurs. L'achalandage a évolué en dents de scie ces dernières années, connaissant son plus fort pic en 2007 et son plus faible, en 2005. Près de 20 % des entrées proviennent, en 2008, de la clientèle scolaire, soit 25 000 entrées. Un autre 20 % des entrées provient d'une clientèle résidant à l'extérieur de l'Abitibi-Témiscamingue, dont la courbe suit globalement la même tendance que l'achalandage total. La balance est constituée de la clientèle régionale.

Le budget moyen des institutions muséales de la région est de 152 000 \$ (2004), soit moins que ce que l'on remarque dans l'ensemble des régions éloignées du Québec (253 000 \$). Parmi les plus faibles au Québec, la minceur de leur budget de fonctionnement s'explique entre autres par le fait que l'Abitibi-Témiscamingue compte de nombreux lieux

d'interprétation, et peu de musées, qui disposent de budgets beaucoup plus élevés.

Les revenus de fonctionnement des institutions, de 3,8 M\$ (2004), proviennent à 73 % du financement public. Le financement privé en représente 5 % et les revenus autonomes, environ 22 %. Les institutions disposent en moyenne de trois emplois en années-personnes en termes de personnel rémunéré alors que ce nombre s'établit plutôt à cinq dans l'ensemble des régions éloignées du Québec. Plus des deux tiers des établissements reçoivent le coup de main d'une douzaine de bénévoles chacun, qui offrent environ 370 heures de bénévolat annuellement à chaque institution.

Si la période estivale constitue indéniablement une période achalandée, la concentration des visites est moins prononcée qu'ailleurs : ici, 50 % des visites annuelles des institutions muséales se font l'été comparativement à près de 75 % dans les autres régions éloignées.

Que font les touristes ?

Les activités de loisirs **les plus populaires** durant les séjours touristiques des Québécois au Québec :

1. Plein air et aventure
2. Visites d'attractions touristiques
3. Vélo, pistes cyclables
- 4. Musées, sites historiques**
5. Baignade
6. Spectacles culturels
7. Sites naturels, parcs
8. Fêtes, festivals
9. Pêche
10. Ski alpin, planche à neige

Les **motivations pour prendre des vacances**, dans nos sociétés de plus en plus stressantes, sont de plus en plus liées à :

1. Se détendre, échapper au stress
2. Passer du temps en famille
3. Sortir d'un horaire programmé

Par la suite, l'enrichissement personnel, la découverte de cultures et d'histoire apparaissent.

FRÉQUENTATION DES INSTITUTIONS MUSÉALES¹ EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, ENTRÉES, 2005 À 2008

	2005	2006	2007	2008
Clientèle totale	126 659	130 436	147 366	137 209
... dont clientèle scolaire	23 630	22 786	25 410	25 457
... dont clientèle de l'extérieur	11 313	13 908	37 315	25 940

1. Comprend les musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Sources : Institut de la statistique du Québec - Observatoire de la culture et des communications du Québec, *La fréquentation des institutions muséales au Québec en 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008*. Et : *État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives, Cahier 5 Territoires*, 2006. Et : «Publics» et «touristes» dans le réseau des institutions muséales du Québec, 2008. Aussi : *Cap tourisme culture. Un colloque sur le tourisme culturel en Abitibi-Témiscamingue*, Conseil de la culture, 5 mai 2009.

MARCHÉ DU TRAVAIL

LE CASSE-TÊTE DU RECRUTEMENT

Au cours des dernières années, le marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue a affiché un dynamisme certain. Bien que certaines MRC aient été touchées beaucoup plus directement par la crise forestière et celle des revenus agricoles, les indicateurs globaux du marché du travail régional ont battu, en 2008, leurs meilleures marques des deux dernières décennies. Cette vigueur de l'emploi est toutefois entachée par une rareté de main-d'œuvre qualifiée, qui devrait de surcroît s'accroître au cours des prochaines années. Les difficultés de recrutement font déjà partie du quotidien de la moitié des entreprises régionales...

Les besoins de main-d'œuvre des entreprises de la région viennent d'être scrutés à la loupe par Emploi-Québec, qui a commandé une deuxième mouture de son *Enquête sur les besoins de main-d'œuvre et de compétences des établissements de l'Abitibi-Témiscamingue*, parue en 2006.

En 2008, pas moins de 86 % des établissements¹ de cinq employés et plus ont répondu au sondage, garantissant la qualité des résultats. Bien qu'elles ne représentent que 40 % des établissements de la région, les entreprises de cinq employés et plus emploient la quasi-totalité des travailleurs, soit 89 % d'entre eux. Elles vivent donc les problématiques de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre les plus marquées. Notons que le sondage s'est déroulé entre mars et mai 2008, avant la crise économique.

D'abord, le portrait des établissements

Le marché du travail régional est composé de 6 150 établissements, qui emploient 70 750 personnes. Six sur dix comptent moins de cinq

employés, mais ne fournissent que 11 % des emplois. Ils sont particulièrement présents dans les deux MRC les plus rurales de la région, celles de Témiscamingue et d'Abitibi-Ouest. En revanche, les entités comptant 50 employés et plus ne représentent que 4 % des établissements de l'Abitibi-Témiscamingue.

Dans la lunette : les douze derniers mois

Les embauches : Une forte majorité des établissements de cinq employés et plus, soit 71 % de l'ensemble, ont embauché de nouveaux travailleurs au cours des 12 mois précédant l'enquête, engendrant un total de 11 700 embauches.

Les embauches ne furent pas toutes le fruit de création d'emploi à proprement parler. Le roulement de personnel a justifié la plus grande part des embauches (54 %). Puis, la création d'un nouveau poste (38 %), le remplacement à la suite d'une prise de retraite (3 %) ou un ensemble d'autres raisons (5 %) ont justifié les autres.

C'est dans le grand secteur de l'*hébergement, restauration, communications et information, industrie culturelle et arts et spectacles* qu'on a remarqué le plus grand nombre d'embauches (2 015), suivi du *commerce de gros et de détail* (1 910) et de l'*enseignement, santé et assistance sociale et administration publique* (1 684). Les *services publics et construction* suivent (1 189), puis les *mines et la première transformation des métaux* (970). Parmi l'ensemble des emplois créés, les professions les plus recrutées, en nombre, ont été celles de vendeurs et commis-vendeurs, caissiers, secrétaires, serveurs au comptoir, aide de cuisine, cuisiniers, serveurs, conducteurs de camions et préposés à l'entretien ménager.

Le secteur d'activité ayant en revanche connu la plus faible embauche fut celui de l'*agroalimentaire* : 55 % des établissements du secteur ont procédé à des embauches, ajoutant 200 emplois au bassin régional.

Pour près de quatre établissements sur dix (36 %), aucun diplôme n'était exigé comme

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DES MRC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE SELON LE NOMBRE DE TRAVAILLEURS, 2008

MRC	Nombre de travailleurs				Nombre total de travailleurs	Nombre total d'établissements
	0 à 4	5 à 19	20 à 49	50 et plus		
Abitibi	59,9 %	29,6 %	7,4 %	3,1 %	12 023	1 037
Abitibi-Ouest	64,2 %	27,8 %	4,7 %	3,2 %	8 302	844
Rouyn-Noranda	55,8 %	32,1 %	7,5 %	4,6 %	20 713	1 517
Témiscamingue	67,5 %	25,3 %	4,4 %	2,7 %	6 382	884
Vallée-de-l'Or	57,0 %	28,9 %	9,1 %	5,0 %	23 324	1 869
Abitibi-Témiscamingue	59,7 %	29,1 %	7,2 %	4,0 %	70 744	6 151

Source : Emploi-Québec, Liste des industries et commerces (LIC).

scolarité minimale à l'embauche. Trois sur dix ont demandé un diplôme d'études secondaires (28 %) et près de quatre sur dix ont demandé minimalement des études postsecondaires (38 %)². Ces pourcentages représentent le diplôme minimal ayant été requis pour occuper un emploi dans l'établissement, quel qu'il soit. Notons que le baccalauréat ou un diplôme supérieur n'ont été requis, comme scolarité minimale, que par 9 % des établissements, soit près de 300.

Quant à l'expérience minimale requise, la majorité des établissements de la région n'ont aucune exigence à l'embauche (58 %). L'expérience est fixée entre 1 et 3 ans pour 22 % des établissements, à plus de 3 ans pour 13 % d'entre eux et à moins d'un an pour 7 % de l'ensemble.

Les difficultés de recrutement : Le recrutement est un casse-tête pour la moitié des établissements de la région, qui affirment avoir connu des difficultés à ce niveau au cours des douze mois précédant l'enquête. Si on compare ce résultat avec celui révélé par l'enquête de 2006, on constate que la situation s'est aggravée. En 2006, 36 % des établissements avaient exprimé vivre de telles difficultés.

C'est dans la Vallée-de-l'Or qu'on retrouve la plus grande part des établissements ayant éprouvé des difficultés de recrutement (57 %). Le Témiscamingue et l'Abitibi-Ouest ont vécu cette problématique avec un peu moins d'acuité, même si la part y demeure très importante (43 %). L'*industrie minière* est celle qui connaît le plus de problèmes à recruter du personnel, 74 % des établissements ayant connu des difficultés au cours des douze derniers mois. Inversement, le secteur des *finances, assurances et services immobiliers* a été le moins touché par cette problématique (32 %).

La liste des professions touchées par la rareté de main-d'œuvre est longue, et surtout très variée : plus de 250 professions ont été mentionnées en 2008, comparativement à 180 en 2006. Les plus fréquemment nommées sont reliées à la vente dans le commerce de détail et à la restauration : vendeurs et commis-vendeur, cuisiniers, serveurs au comptoir et aides de cuisine, serveurs d'aliments et de boissons, caissiers, conducteurs de camions, mécaniciens de véhicules automobiles, de camions et d'autobus, charpentiers-menuisiers,

secrétaires (sauf juridique et médical) et chauffeurs-livreurs.

Le manque de candidats qualifiés, expérimentés ou compétents sont les trois principales causes des difficultés de recrutement. Le secteur *agroalimentaire* est quant à lui particulièrement touché par des problématiques de localisation du lieu de travail, de salaires et d'horaires de travail. Celui de la *forêt, du bois et du papier* souffre, en revanche, de difficultés liées à la durée de travail. En conséquence, les établissements n'ont d'autres choix que de réorganiser le travail, embaucher des candidats moins qualifiés ou encore assurer eux-mêmes la formation. Le secteur des *services publics et de la construction* mentionne quant à lui craindre des pertes de contrats en raison du manque de candidats (75 % des établissements), une crainte que partage le secteur de la *fabrication autre qu'alimentaire* (68 %).

Dans la lunette : les douze prochains mois

Les intentions d'embauche : Plus de la moitié (57 %) des établissements de cinq employés et plus de l'Abitibi-Témiscamingue prévoient embaucher au cours des 12 mois suivant l'enquête, représentant quelque 4 830 emplois potentiels. Les intentions d'embauche des entreprises régionales se sont accrues entre 2006 et 2008 puisqu'en 2006, 40 % des établissements envisageaient élargir leur équipe. Rappelons que l'enquête a été réalisée au plus fort de la période de dynamisme économique de 2008.

Au moment du sondage, le secteur des *mines et de la première transformation des métaux* était certainement en mode recrutement, 73 % des établissements prévoyant embaucher dans l'année à venir. C'était également le cas du secteur de *l'hébergement, restauration, communications et information, industrie culturelle et arts et spectacles*, où 70 % des établissements entendaient agrandir leurs rangs. En termes de nombre d'emplois, toutefois, c'est le secteur de *l'enseignement, santé, assistance sociale et administration publique* qui prévoyait le plus grand nombre d'embauches, soit plus de 1 000 au cours des 12 mois à venir.

Les intentions de mises à pied : En 2008, 10 % des établissements prévoyaient

effectuer des mises à pied dans l'année, qui touchaient 1 400 travailleurs. Le secteur de la *forêt, du bois et du papier* était, de loin, le plus concerné, avec plus du tiers des établissements qui envisageaient des coupures, estimées à 350 emplois. L'*agroalimentaire* constituait un autre secteur directement touché par les prévisions de mises à pied. En 2006, l'ensemble des employeurs étaient deux fois moins nombreux, en proportion, à envisager des coupures de personnel (5 %).

Les départs à la retraite : Seuls 12 % des établissements anticipaient des prises de retraite au cours des douze prochains mois, représentant 515 départs prévus. Les deux tiers des établissements concernés se situent dans la Vallée-de-l'Or et à Rouyn-Noranda. Plus du tiers des départs étaient rattachés au secteur de *l'enseignement, santé, assistance sociale et administration publique*. On estimait que la grande majorité des travailleurs quittant pour la retraite seraient remplacés (87 %). Toutefois, seul le tiers des répondants avaient en main un plan de relève; autant avaient mis en place des mesures de transmission des connaissances. À peine un sur dix avait aménagé l'organisation du travail en conséquence, et deux avaient mis en place d'autres moyens pour assurer le remplacement des départs à la retraite.

En conclusion, il appert que les entreprises de la région sous-estiment le nombre de prises de retraites à venir, qui serait beaucoup plus élevé. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que seules la moitié comptent un responsable des ressources humaines et une majorité n'ont pas en main de politiques de gestion des ressources humaines (recrutement, accueil, salaires, évaluation, etc.), qui faciliteraient grandement la gestion du personnel.

Note : Pas moins de 15 portraits sectoriels et cinq portraits par MRC sont également disponibles sur le site d'Emploi-Québec.

1. Un établissement est une unité de production. Une entreprise peut posséder plusieurs établissements.

2. Si le total n'égale pas 100 %, c'est que quelques entreprises demandent plusieurs niveaux de scolarité pour un même emploi.

Source : Jolicoeur et Associés, *Enquête sur les besoins de main-d'œuvre et de compétences des établissements de l'Abitibi-Témiscamingue 2008*, Emploi-Québec, 2008.

FAMILLES

UN PORTRAIT DE L'ADOPTION

Afin de dresser un premier portrait de l'adoption dans la région, l'Association des familles adoptantes d'Abitibi-Témiscamingue a fait parvenir à 140 familles un questionnaire visant à décrire leur situation. Soixante l'ont dûment rempli, regroupant 90 enfants adoptés. Voici leur portrait.

Aujourd'hui âgés en moyenne de 10 ans, les enfants adoptés vivant en Abitibi-Témiscamingue ont été pris en charge en moyenne à 18 mois. Ceux qui sont issus de l'adoption internationale représentent huit enfants adoptés sur dix dans la région, les deux autres ayant été adoptés au niveau national. Parmi ceux ayant été adoptés à l'international, les deux tiers sont originaires d'un pays asiatique (68 %), 18 % proviennent des Antilles et Amérique latine et 15 %, de l'Europe de l'Est. Les deux tiers des enfants adoptés sont des filles.

Les résultats de l'enquête dépeignent l'adoption comme une expérience globalement positive pour les familles de la région. Si on observe de grandes variantes selon les caractéristiques individuelles de chaque enfant et les différents pays d'origine, on remarque que l'âge de l'enfant au moment de l'adoption s'avère déterminant. Plus l'enfant est jeune, meilleure est l'adaptation, généralement.

La quasi-totalité des parents adoptants de la région vivent en couple (93 %). Au moment de l'adoption, les répondants au sondage étaient âgés de 35 ans en moyenne, leur conjoint de 38 ans. Les parents adoptants sont en général plus scolarisés que la moyenne de la population : huit sur dix ont complété une scolarité collégiale ou supérieure.

Au niveau de la santé physique, 22 % des enfants adoptés sont porteurs d'une ou plusieurs maladies ou handicaps n'ayant pas été déclarés à l'adoption. Par ailleurs, 15 % des familles ont accepté, en toute connaissance de cause, d'adopter un enfant manifestant des problèmes particuliers ou ayant des besoins spéciaux déclarés. De manière globale, toutefois, les deux tiers des parents adoptants n'éprouvent

LIEU DE NAISSANCE DES ENFANTS ADOPTÉS VIVANT DANS LA RÉGION SELON LE SEXE, 2009

	Filles	Garçons
Antilles et Amérique latine	39 %	61 %
Asie	88 %	12 %
Europe de l'Est	27 %	73 %
Québec	50 %	50 %
Total	67 %	33 %

Source : Association des familles adoptantes d'Abitibi-Témiscamingue.

pas d'inquiétudes particulières au sujet de leur enfant. Au plan de la personnalité, ils estiment leur enfant ouvert au changement, affectueux et obéissant.

Près de la moitié des enfants adoptés fréquentent une école primaire de la région. Ceux qui sont concernés par une problématique de redoublement scolaire sont peu nombreux (14 %). Une part de 17 % est affectée d'un trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité. La moitié des parents ayant répondu au sondage estiment toutefois que l'aide offerte à leur enfant est suffisante. De l'avis de la majorité, l'enfant qu'ils ont adopté n'éprouve pas davantage de difficultés dans les principales matières enseignées (français, mathématiques) que les autres enfants du même âge.

Source : André Gagnon et Martine Cournoyer, *L'adoption en Abitibi-Témiscamingue et Besoin des parents adoptants en matière d'information et de formation*, Association des familles adoptantes d'Abitibi-Témiscamingue, Présentations PowerPoint, 2009.

SORTI DES PRESSES

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Population immigrée recensée au Québec et dans les régions en 2006 : caractéristiques générales - Recensement 2006 et Données ethnoculturelles*, 2009.

Institut national de santé publique du Québec, *Les traumatismes chez les enfants et les jeunes québécois âgés de 18 ans et moins : état de situation*, 2009.

Luc Blanchette et Guy Bélisle, *Profil socioéconomique de la population aînée de l'Abitibi-Témiscamingue*, Centre service Canada Abitibi-Témiscamingue, 2009.

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, *Plan régional de développement du territoire public Abitibi-Témiscamingue*, 2008.

Ministère de la Sécurité publique, *Les agressions sexuelles au Québec - Statistiques 2007*, 2008.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, *Les agricultrices du Québec : qui sont-elles ?*, 2009.

LARESCO, *Autochtones et Non-autochtones à Val-d'Or, BONS VOISINS ?* UQAT, 2009.

Conférence Board du Canada, *Les communautés rurales : l'autre moteur économique du Québec* (et faits saillants), Groupe de travail sur la complémentarité rurale urbaine, 2009.

Observatoire de la culture et des communications du Québec, *La fréquentation des institutions muséales du Québec en 2008*, 2009.

Emploi-Québec, *Enquête sur les besoins de main-d'oeuvre et de compétences des établissements de l'Abitibi-Témiscamingue 2008* - Document complet (des fascicules pour chaque MRC et une quinzaine de thématiques particulières), 2008.

Hyperliens vers ces documents : www.observat.qc.ca/trouvailles.htm



L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774 et 1 866 762-0774
Télécopieur : 819 797-0960
www.observat.qc.ca

Pour recevoir gratuitement ce bulletin en format PDF, abonnez-vous : observatoire@observat.qc.ca

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
1 400 abonnés

Rédaction
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca

Collaboration
Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca
Lili Germain : lili@observat.qc.ca